

LA CHAIRE HISTOIRE CONTEMPORAINE DU MONDE ARABE DU COLLEGE DE FRANCE

Avec le soutien de la

FONDATION MOULAY HICHAM
et de la
FONDATION HUGOT DU COLLEGE DE FRANCE

GENERATIONS ARABES

TEWFIK ACLIMANDOS
'De l'armée'

Fondation Hugot, Paris

28 et 29 juin 2012

De l'armée, en interne

Nous n'avons pas les moyens de développer un discours reposant sur des bases scientifiques solides et/ou sur un travail de terrain conséquent sur l'armée égyptienne. In fine, nous dépendons du savoir conventionnel des acteurs. Heureusement, il n'est pas un, mais pluriel, ce qui rend possible des confrontations de récits, dont il n'est malheureusement pas certain qu'elles produisent du savoir fiable.

Les seuls acteurs à avoir une vue d'ensemble de la situation sont ceux qui sont au sommet de la hiérarchie. Mais ils ne le livrent qu'au compte goutte et ils ne sont pas neutres : ils ont des intérêts à défendre. Ceux de l'institution, ceux des officiers supérieurs, les leurs. Eux seuls ont le droit de jouer un rôle politique, ont le droit de représenter l'institution. Ils peuvent aussi faire valoir que l'organisation hiérarchique, la structure de commandement qui est caractéristique de toute armée moderne suppriment le besoin d'analyser les états d'âmes du corps des officiers, ou des sous officiers et de la troupe. Mais ce n'est jamais complètement exact, même en temps normal, et ce l'est beaucoup moins en situation révolutionnaire.

Le savoir conventionnel des jeunes officiers ou des sous officiers ou encore de la troupe est encore plus délicat à manier : il est souvent très intéressant, mais la question de la représentativité de l'échantillon qui vous informe est toujours posée. Et elle est sans solution. Il faut en être conscient : tout travail s'expose à être réfuté par un autre. Mais ce ne devrait pas être une cause suffisante pour ne rien produire.

Je ne veux pas m'attarder sur les questions posées par le concept de génération, par les subtils dosages possibles entre le fait objectif d'appartenir à la même tranche d'âge, étant entendu qu'on ne sait pas définir une « tranche d'âge », et le fait intersubjectif d'une communauté d'expériences vécues.

Mon hypothèse centrale propose le récit suivant : le 25 janvier 2011, les jeunes officiers sont très critiques de leur hiérarchie et semblent très en faveur de la révolution. Mais cela change à partir de l'été 2011 : les membres de l'institution resserrent les rangs et deviennent dans l'ensemble de plus en plus hostiles au camp révolutionnaire. Les critiques contre le sommet ne disparaissent pas : elles changent et évoluent, mais dans l'ensemble, la perception qui prévaut est celle de défense de l'institution - mère, à laquelle tous sont attachés, contre les attaques, perçues comme injustes et ingrates, de la jeunesse révolutionnaire et des forces politiques.

Quelques considérations générales.

Il convient de voir que le « sentiment d'appartenance » à l'institution, la fierté de l'être sont cultivés par les enseignements à l'académie, et qu'il est très puissant : pour autant qu'on puisse en juger, il transcende les écarts entre grades, entre officiers et sous-officiers. Il est également évident qu'il ne vaut pas pour les conscrits.

Une sorte d'ethos est diffusé, transmis par les enseignements et les pratiques. Les officiers sont les *gardiens de la terre*, et partant, de *l'honneur* du pays. Un adage paysan veut que qui ne sait pas protéger sa terre, sa propriété, n'a pas d'honneur, de *'ird*. De là à penser que les officiers sont les propriétaires légitimes du pays, soit collectivement (de par leur appartenance à l'institution) soit individuellement (beaucoup sont des fils de propriétaires terriens), il y a plus qu'un pas et moins qu'un fossé. Choisissez la métaphore qui convient, il reste que ce pas est souvent franchi.

Un récit circulait, il y a quelques années (2008 ou 2009), dans les dîners de hauts fonctionnaires : un ministre (civil) proche de Gamal Moubarak effectue une tournée dans un gouvernorat et rentre ensuite au Caire sans avoir effectué une visite de courtoisie au gouverneur, qui est un général à la retraite. Ce dernier se plaint au maréchal Tantawî, ministre de la défense. Lequel charge un des membres de son cabinet téléphoner engueuler le ministre et lui transmettre le message suivant : « vous (les ministres de Gamal), pensez que ce pays n'a pas de propriétaires et que vous pouvez faire n'importe quoi. Vous vous trompez : ce pays a des propriétaires, *al balad liha ashâb* ». Le maréchal n'avait pas tenu à préciser si ces propriétaires étaient le peuple, ou les officiers et quel était le statut de ces derniers...

Dans un dîner plus récent, post révolution, un ministre du dernier gouvernement Nazif affirmait aussi que les militaires se considéraient comme les propriétaires du pays et que sur plusieurs décisions clés ne relevant pas de leur domaine de compétence (il pensait à l'endettement égyptien), leur avis pesait lourd. Les anecdotes qu'il racontait laissaient penser que les officiers supérieurs étaient très marqués par le « grand récit nationaliste » véhiculé par le nassérisme : l'endettement est le premier pas vers la servitude, comme l'a montré le XIXe siècle.

Plus généralement, on peut dire que l'ensemble du corps des officiers, par delà les différences de grades, est massivement « musulman conservateur et nationaliste volkisch ». Sa vision du monde est très provinciale – ce qui ne veut pas dire stupide, mais très méfiante à l'égard de l'étranger. Même ceux originaires des villes sont dans cette posture. Je serais enclin à dire que le cursus scolaire, universitaire, la transmission familiale lèguent en général (il y a bien sûr beaucoup d'exceptions) aux fils des classes moyennes, civils ou non, un « arrière plan », une « vision du monde vécu » fondamentalement religieuse et nationaliste, sur lesquels peuvent venir se greffer différentes idéologies. Nationalisme de gauche, islamisme, salafisme, libéralisme conservateur, etc. Les officiers peuvent en général être décrits comme des « nationalistes musulmans très conservateurs ». Cette vision du monde est à la fois proche et éloignée de celles des islamistes : le principal nœud de discorde est les rapports au lien national et à l'internationalisme. Il est probable que les jeunes officiers sont beaucoup plus religieux que les plus âgés, et qu'ils perçoivent moins les différences (réelles) entre nationalisme musulman conservateur et islamisme. Néanmoins, Ils demeurent, eux, des nationalistes, ou si on préfère, des « Egypt first ». Il va sans dire que la quasi totalité du corps considère Israël comme le principal ennemi, qui n'aurait jamais renoncé au rêve du Grand Israël, du Nil à l'Euphrate. Je fais enfin partie de ceux qui pensent que l'ensemble du corps des officiers est anti-américain, à quelques exceptions près. Ils peuvent admirer la puissance américaine, la richesse de sa technologie : ils sont conscients du fait qu'ils sont moins bien traités que les israéliens ou que les saoudiens. Plus généralement, comme le soulignait lors d'une conférence récente Ezz el Din Shukrî, les Etats Unis sont perçus comme une puissance foncièrement nocive, menaçante, porteuse de carottes et surtout de bâtons et de cadeaux empoisonnés. Une sorte de Moloch qu'il faudrait apaiser. L'étroitesse de la collaboration,

la dépendance technologique, les cursus communs, la fréquence des séjours dans les académies et écoles américaines ne changent rien à l'affaire. Bien sûr, cette posture n'empêche pas forcément l'instauration de relations professionnelles courtoises, ou le développement d'amitiés entre officiers. Et enfin, il y a probablement des officiers qui sont des inconditionnels du modèle américain.

Ces considérations n'épuisent pas les remarques sur les « points communs ». Mais relevons les différences. Notons d'abord que ceux qui ont pris part à une guerre contre Israël sont de plus en plus rares – on peut vraiment parler de « derniers des mohicans ». Il est difficile de savoir comment ce facteur pèse. On pourrait penser que ceux qui ont l'expérience du combat contre Tsahal sont plus prudents et réalistes que les autres, mais ce n'est pas certain. Des différences existent aussi entre ceux qui ont fait l'école de guerre et les autres, ceux qui ont été à l'Académie Nasser et les autres, ceux qui ont séjourné à l'étranger (Etats-Unis, France, Chine, Inde, Pakistan, Allemagne, etc) et les autres. Dans l'ensemble, on peut dire qu'avant la révolution le corps des officiers a intégré la valeur « un officier ne fait pas de politique », à l'exception possible des capitaines et des lieutenants (voir exemple, infra). Et il est certain que cela demeure valide, même si le regain d'intérêt pour les affaires de la cité est évident – tous les officiers disent à leurs contacts qu'on discute beaucoup au mess.

Par contre, un donné matériel brut structure les lignes de fracture. La structure des salaires scinde l'armée entre le camp des très privilégiés et de ceux qui peuvent espérer le devenir rapidement dans les quelques années qui suivent, et les autres, majoritaires. En plus, comme ailleurs dans l'appareil d'État, les primes peuvent permettre de décupler voire de multiplier par cinquante les salaires : autrement dit, votre fiche de paie dépend très fortement du lieu de votre affectation et de ce que le sommet pense de vous. Il est impossible d'échapper au favoritisme. Un général peut ne toucher que 1000 euros ou un peu plus... alors que d'autres gagnent 30 voire 60.000 euros et que le maréchal Tantâwî touchait environ 380.000 euros...mensuellement. Plus généralement, l'accès aux divers « fromages » dépend du bon vouloir des chefs.

Dit autrement, le cadet qui commençait une carrière militaire avant la chute de la Révolution (et après 1990) savait qu'il devait « galérer » vingt/vingt cinq ans avec des salaires au mieux modestes, avant de se voir récompensé à l'âge de quarante cinq ans. Quand il est depuis quelques années colonel, il va soit partir à la retraite, mais avec la possibilité de cumuler sa pension et un salaire plus intéressant dans le civil, étatique ou non, soit il va monter encore plus en grade au sein de l'armée. Le savoir conventionnel des acteurs veut que la différence de solde/salaire entre un brigadier et un colonel est plus grande que celle séparant un colonel et un lieutenant, la différence entre un général et un brigadier plus grande que celle séparant un brigadier d'un lieutenant. Un brigadier à la retraite m'a dit qu'en tant que colonel, qui plus est diplômé de l'École de guerre, il touchait 320 euros par mois ...

Considérons la situation du point de vue d'un jeune officier. Il appartient à un corps prestigieux, mais son salaire, pendant 20 ans au moins, restera très insatisfaisant, même s'il est supérieur à ceux pratiqués au sein dans la fonction publique. Qui plus est, primes et avantages matériels, tout en étant relativement nombreux, ne lui permettent pas d'atteindre un niveau de vie décent – pour ne pas évoquer celui que procurent certains salaires ayant cours dans le privé. Contrairement à beaucoup de petits et moyens fonctionnaires, il ne peut arrondir ses fins de mois en touchant des bakchiches, des commissions, en truquant des factures¹. Les dépenses ne se décident pas à son échelon et il ne tient pas en mains de l'argent public. Tout au plus peut-il exploiter les conscrits qui servent dans son unité – les employer dans une épicerie appartenant à sa famille, les forcer à donner des leçons particulières à ses enfants, que sais-je – et encore. Si l'armée passe pour une institution étatique beaucoup moins corrompue que les autres, c'est entre autres parce que les tentations sont trop rares. Par contre, au dire de certains, la tentation est forte de faire la grève du zèle : selon le vieil adage d'Europe de l'Est, la transaction implicite se décline ainsi : « vous dites que vous nous payez, nous disons que nous travaillons » et personne n'est dupe. La tentation est forte, disais-je, mais n'est pas insurmontable : si l'officier aime son métier, s'il pense avoir des chances raisonnables de passer le rang de colonel et d'atteindre les échelons supérieurs, s'il bénéficie de biens personnels et d'un patrimoine (Depuis 1974, un candidat issu des couches défavorisées n'a pratiquement plus aucune chance d'être admis à l'académie militaire. Mais nombreux sont les militaires appartenant aux couches moyennes des classes moyennes, à l'abri du besoin mais sans réelle fortune), il peut décider de s'investir dans son activité professionnelle et d'acquérir le savoir et les moyens de progresser.

Cette donne permet aussi de comprendre certains effets néfastes du favoritisme au sommet, tant sur l'efficacité de l'institution que sur le moral du corps des officiers : en soi, le salaire des « petits et moyens gradés » n'est jamais assez important pour motiver un réel investissement de soi dans les activités professionnelles. Seuls l'amour de la patrie et du métier, ou la perspective d'un accès aux grades supérieurs, privilégiés, peuvent justifier l'effort. Or si cet accès est perçu comme étant entièrement arbitraire, ou favorisant les courtisans, l'incitation à l'amélioration de soi ne sera pas là.

Dans les années 80, la situation était très supportable, pour toutes sortes de raisons² : les salaires au sommet de la hiérarchie n'étaient probablement pas aussi élevés qu'ils ne le sont aujourd'hui, les jeunes officiers avaient un pouvoir d'achat supérieur et les privilèges et avantages palliaient la modestie du salaire. La

situation a depuis beaucoup changé : suite à la crise économique de la seconde moitié des années 80, les privilèges des officiers n'ont pas seulement stagné : ils ont régressé. Pis, les officiers de la Grande Muette pensaient qu'un effort important était consenti en faveur des officiers des organismes sécuritaires. Exacte ou infondée, cette perception avait des conséquences. Dans le même ordre d'idées, il convient de voir que l'accès aux soins, au sein des très qualifiés hôpitaux des forces armées, est inégalitaire : outre le fait que les meilleurs hôpitaux sont réservés aux officiers supérieurs (et aux civils), en général les jeunes officiers ont l'impression que les civils sont beaucoup mieux traités qu'eux dans ces hôpitaux, à des fins de « relations publiques », afin de conforter l'image que la Grande Muette veut montrer. Je ne veux pas trop noircir le tableau : être officier, c'est aussi être respecté, voire admiré.

Il convient de voir que nous ne savons pas avec exactitude comment les choses ont évolué. Entre 2000 et 2005, un nombre considérable d'officiers m'avaient affirmé que les nominations aux postes de commandement étaient de plus en plus pertinentes : ceux qui y accédaient étaient d'excellents professionnels. Ce fait était perçu comme voulu par Moubarak et Tantâwî : ils se disaient inquiets de la détérioration de l'environnement régional après la seconde intifada et souhaitaient améliorer le degré de préparation des troupes, car les risques d'un dérapage majeur devenaient réels. Les officiers ajoutaient alors que le calcul du président était également dicté par d'autres considérations : promouvoir de bons professionnels, c'était aussi favoriser ceux qui ne s'intéressaient pas trop à la politique – et Moubarak espérait que ces derniers ne s'opposeraient pas aux plans de transmission héréditaire du pouvoir. Mais, en sens contraire, en 2011, il semble qu'un des reproches adressés à Tantâwî et 'Inân était leur pratique du favoritisme. Il est difficile de savoir si ce reproche est fondé ou non, s'il s'explique par une ou deux nominations scandaleuses, ou si un pattern plus général est dénoncé.

Quoi qu'il en soit, les témoignages sont unanimes. A la veille de la chute de Moubarak, Tantâwî et Inan sont relativement impopulaires dans l'armée. Essentiellement parce qu'on les trouve trop stricts sur les questions de discipline, tout en ayant beaucoup trop de privilèges – celui qui choque le plus est celui qu'ils partagent avec beaucoup de hauts fonctionnaires, civils ou militaires, qui consiste à acheter des terres étatiques à très bas prix pour les revendre au prix du marché, avec des bénéfices permettant d'acquérir de grandes fortunes.

On peut penser, sans avoir la moindre preuve ou indice à l'appui, que plusieurs officiers supérieurs sont irrités de voir ces deux hommes s'éterniser à leur poste. Sans mentionner l'âge de Tantâwî (il est né en 1935), Inân et d'autres généraux auraient du quitter leurs fonctions pour partir à la retraite en 2010, mais ils sont restés en fonction, bloquant ainsi l'accès au « sang neuf » ou aux successeurs immédiats.

Je voudrais conclure ce panorama par l'évocation des conditions des sous officiers et des rapports entre officiers, sous officiers et conscrits. Je ne dispose pas de beaucoup d'entretiens. Mais il semble bien que la catégorie des sous officiers connaît un puissant malaise. D'une part, elle est centrale et est appelée à le devenir de plus en plus – on est là face à une évolution mondiale. D'autre part, ses membres sont d'origine modeste et ont un capital culturel quasi inexistant. La faiblesse professionnelle des sous officiers considérés dans leur ensemble handicape beaucoup l'institution. Les trois sous officiers auxquels j'ai longuement parlé disaient tous être conscients d'être des privilégiés relatifs : leur sort était nettement meilleur que celui des membres de leurs familles, de leur classe, des habitants de leur quartier. Mais, ajoutaient ils tous, nous payons ce privilège tous les jours, à coups d'humiliations, de brimades, d'insultes. Les trois se plaignaient particulièrement des jeunes officiers. Par ailleurs, dans les dîners de chercheurs, après la révolution, on entendait souvent dire que les sous officiers étaient très tentés par les diverses variantes de l'islamisme et que la DRM avait fort à faire pour convaincre les sous officiers de résister aux chants de sirène. On retrouve de pareilles indications dans les courriers de lecteurs des grands quotidiens : « tout le monde sait que les sous officiers sont des sympathisants du courant islamiste, mais n'osent pas le dire ou le montrer » est une phrase que j'ai lue au moins cinq fois, sur facebook, dans le courrier des lecteurs de certains journaux, sur twitter.

Je n'ai pas beaucoup d'indications sur les conscrits. On sait simplement qu'ils sont très pluriels et que les plus ignorants, parmi les appelés, ne servent pas dans l'armée, mais dans la police. On sait aussi que nombreux sont ceux qui ont participé à la révolution qui font aujourd'hui leur service militaire. Ou qu'il y a de nombreux frères parmi eux. Ou que ceux qui sont politisés fournissent à leurs camarades restés dans le civil des indications sur ce qui dit au sein de la grande muette. Par exemple, sur twitter, un appelé, ancien activiste, expliquait que les instructions générales était de tolérer les manifestations pacifiques, mais de tirer sans hésitation contre les « saboteurs », sans claire définition de ces derniers - apparemment ceux qui attaquaient les établissements publics, mais on peut se demander si le flou des instructions n'explique pas, par exemple, le massacre de Maspéro, en octobre dernier. Enfin, dans le courrier des lecteurs d'un grand quotidien, un jeune conscrit expliquait que les appelés n'avaient pas de munitions : soit parce que l'on craignait un dérapage face à une manifestation – c'est l'explication de certains généraux - soit parce que l'on redoutait qu'ils ouvrent le feu contre leurs supérieurs – c'est l'explication du lecteur en question³.

L'armée et Moubarak

J'ai souvent évoqué cette question et il n'est pas possible, dans ce cadre, de tout reprendre. Les points qui me semblent importants sont les suivants.

a) Les relations entre le président et l'armée *ressemblent* à celles qui existent entre un chef d'État et la grande muette dans toute démocratie – L'armée obéit, ne se mêle pas de politique, n'a pas son mot à dire dans les grandes orientations du régime et dans l'élaboration au quotidien des décisions et des politiques. Mais bien sûr, la ressemblance dissimule une réalité très différente. I) D'une part, le président, depuis Néguib, a toujours été un (ancien) militaire et on ne sait pas si l'armée acceptera l'accès d'un civil à la magistrature suprême. II) D'autre part, comme nous ne sommes pas dans une démocratie, donc dans un régime tolérant une rotation du pouvoir rendue possible par les élections libres, le pouvoir ne peut être renversé que par la force, car *in fine* il repose sur cette dernière, d'autant plus qu'il est de moins en moins légitime. Or, dans le registre de la force, l'armée est l'institution qui a en ses mains les plus nombreux atouts. Mais les chefs d'État détestent avoir recours à elle pour les protéger : faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre, c'est, pour tout président, admettre qu'il n'a pas su le faire et c'est remettre son pouvoir entre les mains des généraux – ils peuvent décider de lui obéir et de le maintenir, mais ce n'est pas certain. Sâdât et Moubarak, pour conjurer ce spectre, ont considérablement développé les services de sécurité et le ministère de l'intérieur. Quelques chiffres permettent de mesurer l'évolution. En 1970, à la mort de Nasser, dans un pays d'environ 32/33 millions d'habitants, plus d'un million servent sous les drapeaux et le ministère de l'intérieur emploie environ 240.000 personnes. En 2011, dans un pays de 89/90 millions d'habitants (en comptant la diaspora), l'armée compte moins de 500.000 soldats et le ministère de l'intérieur emploie 1,6 millions de personnes. III) L'armée dispose de nombreux relais lui permettant de garder un œil sur ce qui se passe dans l'appareil d'État et dans la société. Je ne pense pas seulement à la multitude d'officiers retraités qui pantoufflent à la présidence, dans l'administration, dans le secteur public, dans le secteur privé, dans les fédérations sportives, ou encore dans les collectivités et pouvoirs locaux. Dès l'émergence d'un projet de transmission héréditaire de la magistrature suprême, le maréchal Tantâwî confie à la DRM la tâche de discrètement suivre l'évolution de la situation intérieure⁴. L'organisme de contrôle administratif (une sorte d'Inspection générale de l'administration) dépend en théorie du premier ministre – elle est en fait, dans les mains de militaires, voire de l'armée. Le CAPMAS (l'INSEE locale) est dirigée par un général. Les généraux protègent discrètement le président de la Cour des comptes, qui pourfend régulièrement les irrégularités commises par les alliés de Gamal Moubarak et les collusions entre hommes d'affaires et régime. L'armée a les moyens de savoir ce qui passe dans les banques du secteur public – et ainsi de suite... IV) Même s'ils ne sont pas aussi importants qu'ils ont pu l'être dans les années 80, le corps des officiers a de nombreux privilèges. Accès à des biens subventionnés, soins gratuits, réductions dans les transports, primes de fin de service importantes, accès à prix très réduit aux hôtels de l'armée (la grande muette a entre autres un hôtel dans la banlieue parisienne et un autre à Londres), etc. Le sommet de la hiérarchie, lui, semble avoir bénéficié assez largement de la politique du régime, consistant à vendre aux hauts fonctionnaires et aux autres alliés du régime des terres à très bas prix, bien au dessous de leur valeur réelle, permettant aux bénéficiaires de devenir vite très riche. V) Quelques anecdotes laissent à penser que le président consultait plus souvent les militaires qu'on ne le croyait, y compris sur des sujets qui n'auraient pas dû être de leur ressort.

b) Faute de matériaux, il est difficile d'écrire avec précision l'histoire de l'évolution des perceptions du commandement de l'armée et de son attitude vis à vis des réformes économiques profondes introduites dans les années 2000 par Gamal Moubarak et ses alliés, ou vis à vis du plan de transmission héréditaire du pouvoir. Il semble néanmoins acquis aujourd'hui qu'elle voyait d'un très mauvais œil l'accès de Gamal à la magistrature suprême. En ce qui concerne les réformes, sa position initiale est moins claire – les officiers avec lesquels je discutais à l'époque (2000/2003) étaient ambivalents : ils étaient conscients de la nécessité d'insuffler un nouveau dynamisme à l'économie égyptienne mais redoutaient les conséquences pour les deux tiers les plus pauvres de la population. Beaucoup avaient intériorisé plusieurs pans du grand récit nationaliste nassérien : il fallait éviter que les secteurs stratégiques de l'économie ne tombent dans les mains d'étrangers, surtout occidentaux, et il était nécessaire d'être très prudent quand on avait recours à l'emprunt à l'étranger. Les conditions dans lesquelles se déroulèrent les privatisations les poussèrent, soit (version minimale) à s'opposer à plusieurs reprises à telle ou telle vente, soit (version maximale) à rejeter l'ensemble du processus. Nous n'avons pas assez de matériaux pour décider quelle version est la bonne, mais, après la révolution, les généraux tentèrent de faire croire que le second terme de l'alternative était, et avait toujours été, le bon. Enfin, l'équipe de Gamal Moubarak tenta à plusieurs reprises de prendre des terres en possession de l'armée (cette dernière est, depuis toujours, le plus grand possesseur de terres voire le plus grand propriétaire terrien) et ceci acheva d'exaspérer tous les membres de l'institution. Ces tentatives là sont probablement *la* bêtise de trop. Quoi qu'il en soit, en 2010, il devint clair pour tous les observateurs que l'armée ne laisserait pas Gamal Moubarak accéder au pouvoir

c) On connaît aujourd'hui le grand récit proposé par l'armée, dont la version la plus articulée a été exposée par le journaliste Mustapha Bakrî, dans son précieux ouvrage⁵. Selon ce grand récit, l'armée souffre avec le peuple, du fait des politiques odieuses du clan Moubarak. Elle prépare discrètement des plans pour s'opposer à l'accès de Gamal à la magistrature suprême. Quand la révolution éclate, le haut commandement, Tantâwî et 'Inân en particulier, prennent la décision d'appuyer le peuple et ses revendications, prenant ainsi de grands risques personnels. Cet appui sera constant et total ; sans lui la révolution populaire n'aurait pas eu gain de cause. C'est d'ailleurs l'attitude de l'armée qui force Moubarak à la démission. On sait aussi que ce grand récit est très contesté par les jeunes révolutionnaires, qui font valoir que : i) l'attitude de l'armée, le jour de la bataille des chameaux⁶, a été au mieux passive, voire très complice des nervis de l'ancien régime II) que l'armée, notamment la police et les renseignements militaires, ont pris une part plus grande à la répression qu'elle ne veut bien l'admettre.

Ma position personnelle est médiane. Pour moi, il est clair que le sommet de la hiérarchie a pris de grands risques personnels pendant les 18 jours du soulèvement⁷, risques considérablement sous estimés par le camp révolutionnaire ; ou que l'attitude de l'armée lors du jour de la bataille du chameau peut s'expliquer de diverses manières (y compris celle retenue par les révolutionnaires). L'attitude adoptée par l'armée, dès son entrée en lice le 28 janvier au soir, semble avoir été double ou triple : éviter autant que faire se peut de tirer sur les manifestants⁸; protéger les établissements publics ; adopter une posture d'arbitre plutôt que de partie prenante. Il me semble clair que beaucoup, au sein du haut commandement, préféreraient, dès les premiers jours, une solution comprenant la démission de l'ensemble du clan présidentiel. Mais il me semble également clair que le sommet de la hiérarchie a souvent été hésitant (il risquait sa peau), craintif (comment ne pas redouter les dérapages révolutionnaires), ayant deux fers au feu (pour ménager l'avenir quelle que soit l'issue) et prudent.

Considérons le témoignage suivant, apparu sur le site web du quotidien cairote al shorouk, et retiré ensuite. C'est celui d'un colonel de l'armée qui a quitté le service en janvier 2011.

Lui suit la page Khaled Saïd dès qu'elle est créée. Quand l'armée a commencé à se préparer pour les manifestations du 25 janvier de grandes discussions en interne ont eu lieu entre officiers, parce qu'il y avait des plans « de dispersion des manifestations par la force ». « Ces plans étaient secrets mais ont circulé (TA : en interne, je suppose) après le 25 (cela ne colle pas avec la suite ; il veut probablement dire avant le 25 ou au moins avant le 28). Mais au sein des jeunes officiers il y avait un « refus dominant » d'y avoir recours. Les commandants, et les officiers d'un grade supérieur, quant à eux, avaient l'habitude de ne pas parler « politique ». « *Nous considérons les jeunes officiers comme des enthousiastes et il y a eu un refus généralisé d'avoir recours à la force qui est remonté jusqu'au sommet, en un message puissant* ». Les généraux occupant des postes de commandement ont donc annoncé que la force ne serait pas utilisée. Le 25, lui a quitté le service et peut prendre part aux manifestations. Il téléphone à ses collègues prendre le pouls : tous sont toujours en train de refuser d'avoir recours à la force contre le peuple.

J'ai également recueilli des témoignages qui, à quelques variantes près, disent à peu près la même chose... les principales divergences sont mineures : selon les uns, il ne s'agissait pas de « plans ayant circulé », le commandement avait commencé à donner des instructions, ou, selon les autres, à « tâter le terrain ». Je suis enclin à croire que le Commandement a sciemment voulu susciter, au sein du corps des officiers, des réactions hostiles à toute intervention armée contre la foule, pour pouvoir opposer un refus à la présidence en arguant que des instructions en ce sens ne seraient pas suivies – au minimum, voire pire. En 2010, on entendait souvent, dans les milieux de journalistes, de bruits disant que le haut commandement arguait de l'état d'esprit des jeunes officiers pour s'opposer à telle ou telle mesure. Il semble qu'il ait adopté la même ligne de conduite pendant la crise qui entraîna la chute des Moubaraks.

Les militaires, l'armée et la transition

Dans le cadre de cet article, je ne peux que fournir quelques indications –il est d'ailleurs trop tôt pour rédiger une véritable histoire de la transition. Je commence par rappeler, pour l'intelligence du propos, qu'on peut distinguer quatre moments : le premier, qui va de mars à la mi juin 2011, voit, grosso modo, le CSFA (conseil suprême des forces armées) se lasser des jeunes révolutionnaires et marcher mains dans les mains avec les islamistes. Le second, qui va de juillet 2011 à novembre 2011, voit le CSFA explorer d'autres pistes, tenter d'empêcher les islamistes d'écrire seuls la constitution et de limiter voire prévenir leur victoire aux législatives. De novembre 2011 à mars 2011, le CSFA, très affaibli par le second round révolutionnaire, se rapproche à nouveau des islamistes et se « désengage » de la gestion quotidienne des affaires de l'Etat, donnant au premier ministre nommé par lui en novembre (Ganzouri) beaucoup plus de pouvoirs que ceux octroyés à son prédécesseur. D'avril 2011 à la fin juillet, les militaires organisent les élections présidentielles tout en s'efforçant de limiter les pouvoirs du prochain chef de l'État.

Le bilan de l'action du CSFA est généralement pressenti comme très négatif, ce qui est probablement sévère, sans être injustifié. On sous estime considérablement, je crois, les difficultés auxquelles ses membres ont

été confrontés – mais ces dernières ne les exonèrent pas totalement. Car le CSFA a freiné des quatre fers toute tentative de remise en question des rapports de domination, des relations entre l'appareil d'État et la société civile. Pour contrer la révolution, il a conçu une transition démocratique, qui a essentiellement consisté en la remise des clés de l'appareil d'État, de ses institutions, de ses modes de faire autoritaires, à une force politique ayant remporté les élections. Pour lui, cette transition permettait de jouer les provinces contre les villes tumultueuses, la majorité silencieuse contre les avant-gardes contestataires, la légalité contre l'action révolutionnaire, le temps quotidien contre les moments sacrés. La démarche peut en soi se plaider, mais elle revenait à remettre un formidable instrument à une force essentiellement antidémocratique. Certains membres du CSFA en étaient conscients et tentaient de conjurer la menace ; d'autres tentaient d'exploiter le péril, très réel, pour légitimer le maintien de la suprématie de l'armée ; d'autres, enfin, estimaient que l'armée n'avait rien à gagner à croiser le fer avec la seule force politique organisée du pays, les frères musulmans, que cette dernière soit démocratique ou non. Les positions des uns et des autres évoluèrent, fluctuèrent, mais dans l'ensemble les trois postures que je décris ont toujours été là.

Ce qui est très mal étudié, en revanche, c'est le succès du CSFA face au formidable défi qu'a représenté la tâche de maintien de la cohésion de l'armée, et ce alors même que cette dernière s'impliquait considérablement dans la vie politique, et que les vents de la révolution et de la contestation sociale soufflaient partout. Pareille étude est presque impossible, pour deux types de raisons : l'absence de matériaux, mais aussi parce que les « non-événements », l'absence de contestation sérieuse donc, intéressent a priori moins que les événements. Précisons : je sais qu'au moins trois épisodes graves, voire davantage, ont secoué les rangs des forces armées – celui des 22 jeunes officiers ayant rejoint la place Tahrîr en avril 2011, l'arrestation d'une demi douzaine d'officiers de grades intermédiaires et supérieurs préparant un coup d'État en mai 2011, et un mouvement de contestation suite à l'affaire de Maspéro, en octobre 2011 (je ne mentionne pas les mouvements d'humeur qui ponctuent les premiers mois de la présidence Mursî, car je m'arrête à la fin de la transition)

Or la donne était délicate. D'une part, le CSFA était divisé ; d'autre part, Tantâwî et 'Inân étaient, pour autant qu'on puisse en juger, impopulaires ; les causes de mécontentement des jeunes officiers étaient nombreuses ; les sous officiers et la troupe étaient travaillés par l'islamisme ; et, vu l'effervescence révolutionnaire, la plupart des officiers, à l'instar de toutes les classes moyennes égyptiennes, suivait l'actualité de près.

Le CSFA était divisé. Pour ne prendre qu'un exemple, beaucoup de choses séparaient le ministre de la guerre Tantâwî et le chef d'État major 'Inân. Le premier n'avait pas d'ambitions présidentielles et désirait entrer dans l'histoire comme le général ayant remis le pouvoir aux civils. Il intervint fréquemment pour interdire aux généraux membres du CSFA de présenter leur candidature à la magistrature suprême. Je crois quant à moi les versions de son entourage, affirmant que s'il avait pu s'en aller plus vite sans déclencher de catastrophes, soit au sein de l'armée soit au sein du pays, il l'eut fait. Tout indique qu'il a réellement souhaité de démissionner fin juin 2012. 'Inân, lui, semble avoir voulu devenir président et avoir considéré l'hypothèse au moins à la fin de l'été et au début de l'automne 2011. Il était en meilleurs termes avec les États-Unis que Tantâwî. Il semble avoir été plus vite conscient du « problème frère » que ce dernier, qui l'a souvent sous-estimé, comme il sous-estimait leur poids électoral⁹ – ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que 'Inân n'a jamais œuvré pour un rapprochement avec ces derniers, bien au contraire. On croit également savoir que Tantâwî souhaitait voir le général al Sîsî, directeur des renseignements militaires, issu d'une famille « culturellement islamiste » (à défaut d'avoir des liens organisationnels avec la confrérie) lui succéder – alors que 'Inân s'estimait le successeur naturel du maréchal. Tantâwî était d'origine modeste, 'Inân provenait des classes moyennes. En termes de « coteries », des généraux (al Sîsî, al Mullâ, Shahîn, Ruwaynî) étaient « les hommes de Tantâwî », d'autres (Badîn ?) étaient plus proches de 'Inân. Sur la marche à suivre, la principale ligne de fracture opposait ceux qui étaient partisans d'un accord avec les frères musulmans et les autres, ou entre ceux qui estimaient que l'armée avait tout à perdre en faisant de la politique et ceux qui pensaient le contraire. Rien ne permet de dire que les généraux proches de Tantâwî approuvaient toujours les options du maréchal, ou qu'ils s'entendaient entre eux¹⁰. On peut multiplier ad infinitum les distinctions, mais je me contente de souligner le rôle crucial du général ingénieur al 'Assâr. Intelligent, fin politique, grand et bon lecteur, responsable des relations avec les États-Unis, ambitieux mais sachant qu'il avait peu de chances de devenir ministre de la défense. Il fut toujours un partisan d'un accord avec les Frères Musulmans et d'une attitude ferme à l'égard des révolutionnaires.

Un trait doit être souligné. Au sein du CSFA, nombreux étaient les généraux qui auraient dû d'ores et déjà être à la retraite. Certains (dont 'Inân) avaient vu leur vie active prolongée par Moubarak ; d'autres avaient effectivement quitté la vie active mais avaient été rappelés par Tantâwî quand ce dernier convoqua le CSFA pendant les 18 jours de la révolution – ce qui a laissé penser que le maréchal leur faisait davantage confiance qu'à leurs successeurs. Mais ce n'est pas la seule explication possible : le maréchal a peut être simplement souhaité faire siéger des officiers supérieurs qui pourraient consacrer l'essentiel de leur temps à la politique, n'ayant plus de tâches militaires à accomplir. Quoi qu'il en soit, les éventuelles tensions entre membres du

CSFA et leurs successeurs potentiels à la tête de l'armée sont un véritable « trou noir » et nous ne disposons d'aucune indication là dessus – si ce n'est que la facilité avec laquelle le président Mursî a limogé les deux commandants de l'armée et l'absence totale de remous consécutifs laissent penser que les deux hommes n'avaient pas beaucoup d'alliés ou d'inconditionnels au sommet – même s'il ne faut pas sous estimer le rôle de l'intériorisation des valeurs de discipline militaire, qui a également été un facteur important.

Un autre trou noir est l'évolution de l'opinion des officiers, du grade de sous-lieutenant à celui de colonel. On l'a dit, à trois reprises des officiers ont fait parler d'eux – mais il reste à savoir si ces épisodes sont exceptionnels ou représentatifs. Je suis enclin à privilégier la première réponse, qu'il faut toutefois préciser, à la lumière des maigres indications à notre disposition. Mais je commence par relater celle des trois affaires qui, à ma connaissance, n'a pas été évoquée par la presse internationale.

Un article de sawt al umma du 23 janvier 2012 parle du colonel Mahmûd Abd al Aliyy al Shihâbî, ancien as des paras. Il est emprisonné depuis le 25 mai 2011 ; il avait annoncé son intention de se porter candidat à la magistrature suprême et avait « réclâmé » un conseil présidentiel civil (Aclimandos : qui dirigerait l'exécutif à la place du CSFA). Il a été jugé en cour martiale, pour avoir tenté de changer la constitution, de renverser la direction du CSFA et le commandement des divisions, en accord avec d'autres officiers. Lui et ses compères se proposaient de tenter un coup d'Etat et de nommer un Conseil présidentiel civil. Les accusés étaient six puis sont devenus quatre – on ne sait pas pourquoi les deux autres ont été écartés (ont ils témoigné à charge ?). Parmi les conjurés, outre al Shihâbî, figure le colonel 'Amr Gamil Muhammad Kamil, chef d'état major de la 19^e division d'infanterie, de la 3^e armée, qui devait soutenir une thèse de doctorat en juin. Le troisième est un lieutenant colonel d'aviation (muqaddim), un certain Hânî Sharaf. Gamil est accusé d'avoir semé la zizanie au sein des forces armées, d'avoir incité ses camarades à renverser le CSFA. Sharaf est accusé d'avoir « diffusé une idéologie hostile à la politique générale de l'Etat ». Il a imprimé des tracts appelant à renverser le CSFA, et à organiser un sit in massif à la place Tahrir pour obtenir son départ. Le quatrième officier s'appelle Fuâd Ibrâhîm al Disûqî. Affecté à la DRM, « il a contribué à la création d'une sédition au sein des forces armées », il a émis sur le net des opinions hostiles au SCAF et appelant à la division au sein des forces armées ; il a contribué à financer des tracts réclamant le renvoi du CSFA, (etc) ; a diffusé sur le net des informations sensibles « contestant le CSFA », a désobéi aux instructions, en sauvegardant sur flash Memory des informations secrètes –dans son cas, seule le troisième chef d'accusation a été retenu. Magdy Ahmad Gum'a, membre du comité de défense du colonel Shihabi et des officiers du 27 mai, affirme que les accusations portées contre Shihabi auraient dû le faire fusiller. Or il n'a été condamné qu'à un an de prison – ce qui, selon lui, prouve que l'affaire n'existe pas et est infondée. (Aclimandos : Bien sûr, cette interprétation est très contestable, la mansuétude peut s'expliquer autrement, par exemple par le désir de ne pas susciter des réactions de solidarité). Puis le journal relate beaucoup d'anecdotes, qui tendent à « prouver » que Shihabî s'impliquait beaucoup dans la vie de la communauté à Suez, qu'il a prévenu une sédition confessionnelle, qu'il a trouvé des jobs à un tas de pauvres, etc. L'article affirme que les faits ressemblent peu ou prou à ceci : Les trois officiers, Shihabi, Sharaf, et Jamil ont eu une longue discussion ; ont estimé que le « SCAF allait envoyer le pays au diable » ; qu'il était nécessaire de neutraliser les brigadiers et grades supérieurs ; parce qu'ils sont trop « les produits de l'ancien régime » ; un commandant, qui a assisté à cette rencontre, a transmis la teneur de la discussion, en dramatisant, comme si cette discussion était effectivement le prélude à un coup d'Etat militaire. Fuâd al Disûqî est dans une situation différente : peu après la révolution, il écrivait sur facebook en se faisant appeler le « major », mais ne se contentait pas de cela ; il labourait le terrain, distribuait des tracts, organisait des réunions. Il a été convoqué par Ruwayni début avril, car il préparait une « descente d'officiers à Tahrir, prévue pour le 11 avril : Il a ensuite été libéré, alors que les officiers du 8 avril étaient arrêtés. Il a continué à se préparer pour le vendredi de la colère, celui du 27 juillet (Aclimandos : il n'y a pas de vendredi 27 juillet. Si c'est le 29, c'est celui de Qandahar et notre homme est islamiste ! Mais cela ne cadre pas avec la chronologie et avec les autres éléments, il doit s'agir de vendredi 27 mai). Le 27 au soir, on l'arrête, on lui demande s'il connaît Sharaf, et la réponse est positive... donc on arrête ce dernier, l'accuse de vouloir renverser le CSFA et la constitution, et on le condamne à trois ans de prison. En conclusion, le journaliste affirme que si le flash Memory est interdit dans l'armée, tous les officiers d'active en ont un, c'est la seule manière de travailler.

Mais ces tentatives ne reflètent pas nécessairement l'état d'esprit de l'ensemble du corps. Mes discussions avec des journalistes, ou avec des personnes connaissant des officiers, ou avec ces derniers, permettent de proposer ce récit, qui peut bien sûr être corrigé voire falsifié, si des révélations ultérieures viennent bouleverser le tableau.

A la chute de Moubarak, les deux commandants de l'armée sont impopulaires. Mais ils sont conscients de la nécessité de sauvegarder la cohésion des rangs. Ils vont donc consentir un effort très important, sinon sur les salaires, du moins sur les primes. Ils vont tenter de garder une « oreille » sur ce qui se dit au sein de l'armée. Ils semblent avoir procédé ainsi : « nous écoutons tout le monde et nous adoptons une voie centriste, médiane ». Tout le monde désigne probablement autant les forces politiques que les « descriptions » de l'évolution au sein

du corps des officiers. On n'a pas d'instrument permettant de mesurer son état d'esprit, mais on sait que beaucoup d'officiers proviennent des classes provinciales, celles qui ont le plus souffert pendant les nuits de grande insécurité qui ont suivi l'effondrement de la police et l'évasion (orchestrée ou non par le ministère de l'intérieur) des détenus de droit commun.

Quoiqu'il en soit, petit à petit, le corps des officiers resserre les rangs *contre* la jeunesse révolutionnaire. D'une part, le sommet de la hiérarchie organise une féroce campagne diffamatoire contre cette dernière. Je cite, à titre d'illustration, ce « billet interne », qui a été diffusé sur facebook le 18 décembre 2011 et que je crois authentique (je me trompe peut être) :

« La principale demande de la majorité du peuple, c'est la sécurité et la stabilité. Si nous convoitions le pouvoir, nous n'aurions pas organisé des élections ; et nous n'aurions pas annoncé que nous voulions remettre ledit pouvoir à un organisme civil élu ; mais il y a des éléments et des instances (hay'ât) intérieur, en contact avec des instances arabes et étrangères ; qui ne veulent pas que le pays se rétablisse après qu'ils l'aient détruit en ce 25 merde : tous les jours une manifestation ! tous les jours un sit-in ! Si vous ne frappez avec force ces gamins stupides et égarés, le pays entrera dans le tourbillon de l'anarchie interminable ; seul Dieu sait jusqu'où cela ira, combien de temps cela durera. Nous ne voulons pas d'ouverture du feu ; mais si la situation s'aggrave et qu'ils ne partent pas « par la politesse », accrochez vous, engagez la lutte et brisez les (kassarûhum taksîrân). Que personne ne prête attention à ceux qui diront : ce sont nos frères et nos enfants. Ce sont des voyous, des baltaguis, des dévergondés, des éléments achetés, d'autres égarés par tous les stages et formations qu'ils ont reçus, par ce mensonge américain qui s'appelle la démocratie ; vous avez vu la démocratie américaine en Irak. A quoi ressemble t elle ? Voulez vous que l'Egypte ressemble à cela ? Voyez vous ce qui se passe en Libye ? Voyez vous comment ils ont divisé le Soudan ? Voulez vous la partition de votre pays ? Voulez vous que notre pays soit occupé à cause de quelques gamins qui ne connaissent pas leur intérêt ? »

En février/mars 2012, les journalistes connaissant les cercles militaires étaient unanimes à dresser le constat suivant : « tout le corps des officiers est attaché à l'institution militaire. Tous sont unanimes à estimer que l'institution a été humiliée comme jamais auparavant et sont donc très en colère. Mais les analyses des officiers sont divergentes : certains pensent que l'armée s'est discréditée en tirant sur les civils ; d'autres estiment qu'elle l'a fait trop tard. Les officiers divergent aussi sur la désignation du principal responsable de cet état de fait : le CSFA, trop timoré ; ou la jeunesse révolutionnaire, ou les deux ». La plupart de ces journalistes estimaient que le corps des officiers était beaucoup plus « conservateur dévot » que le somme de la hiérarchie ; mais que la plupart étaient irrités par l'internationalisme réel ou supposé des frères, à leurs liens avec le Hamas.

Je voudrais citer une discussion que j'ai récemment eue avec un colonel. Comme tout officier, il ne peut pas voter, mais il a orienté le vote de son épouse. Il lui a donné l'ordre de voter aux législatives pour les frères musulmans. Oui, il savait que beaucoup redoutent l'hostilité de ces derniers aux libertés fondamentales. Mais d'une part, il ne pensait pas que ces derniers avaient le moyen d'imposer quoi que ce soit. De l'autre, il ne sentait pas visé – il ne boit pas d'alcool et sa femme est voilée. Aux présidentielles, par contre, il a demandé à sa femme de voter pour le général Shafiq. Il a été ahuri par les mensonges permanents des frères musulmans et par leur performance au parlement. Je n'ai pas, à ce moment, songé à lui demander ce qu'il pensait des projets de loi islamistes, prévoyant une augmentation du salaire des jeunes officiers.

Il reste enfin à dire a) que tous les officiers qui sont actifs sur twitter et sur facebook disent que le corps des officiers a été soulagé de voir Tantâwî et 'Inân limogés. Mais les évaluations de la popularité d'al Sisî divergent : certains affirment qu'il est très respecté, car intelligent, dévot et intègre. D'autres disent qu'il est un inconnu – il provient de la DRM et personne ne le connaît véritablement – on sait simplement qu'il est très religieux. B) que des chercheurs connaissant l'armée affirment que la DRM a fort à faire avec les tentatives d'infiltration de l'armée (essentiellement des sous officiers – des milliers ont été l'objet d'avertissements, de convocations, de sanctions) par les islamistes et les jihâdistes¹¹. Ils estiment que le commandement actuel est déterminé à combattre toute affiliation partisane des officiers, à maintenir la politique loin de l'armée – et divergent sur le fait de savoir si ce combat peut être ou non gagné.

Conclusion

Al Sisî a procédé, à son arrivée, à un renouvellement des postes de commandement – des dizaines de généraux ont été mis à la retraite. Il semble accorder une grande importance à l'entraînement et vouloir consentir d'importants efforts en faveur des jeunes officiers. La question, toutefois, est de savoir si les gestes qu'il a consentis en faveur du nouveau pouvoir (par exemple, il a donné à la cour des comptes accès aux branches de l'empire économique de l'armée qui ne sont pas destinées à l'armement, il semble également avoir avancé de l'argent au nouveau pouvoir) sont bien accueillis par le corps des officiers

Les motifs de friction se sont récemment multipliés – pour n'en mentionner qu'un, les officiers n'ont pas apprécié les fuites orchestrées par les frères mettant en cause Tantâwî, Inân, et d'autres officiers supérieurs, et annonçant des poursuites imminentes contre eux. Mais les observateurs estiment que le principal risque, pour le

nouveau pouvoir, est de voir l'armée réagir si ses choix politiques (ses liens avec Gaza, ses tentatives de dialoguer avec les jihadistes) sont perçus comme compromettant la sécurité du Sinaï, ou son amputation. Cette crainte peut sembler irrationnelle ; elle est largement partagée.